

Concours section : Note synth 1er concours

Epreuve matière : Note de synthèse

N° Anonymat : NQQQZ359 FD Nombre de pages : 8

14.5 / 20

Concours : Premier concours

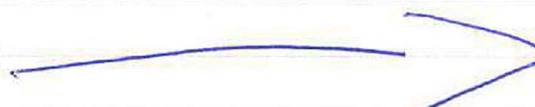
Epreuve : Note de synthèse

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroter chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Sujet : La justice prédictive



N°

.../...

Qu'elle étonne ou qu'elle inquiète, la justice prédictive constitue un horizon incontournable pour la justice moderne (doc 7) et suscite toujours plus d'interrogations et de débats chez l'ensemble des acteurs du monde judiciaire. Définie comme "l'ensemble des instruments développés grâce à l'analyse de grandes masses de données de justice qui proposent [...] de prévoir [...] l'issue d'un litige" (doc 8), la justice prédictive est l'objet de nombreux espoirs (I) mais peut-être encore davantage de craintes (II).

## I - La justice prédictive, vectrice d'espoirs

La justice prédictive, dont le développement est rendu possible par la combinaison d'un facteur juridique et d'un facteur technique (A), se présente comme l'opportunité d'améliorer tant le travail des professionnels de la justice que l'accessibilité de celle-ci pour les justiciables (B).

### A) Les conditions du développement de la justice prédictive

La justice prédictive doit fondamentalement se baser sur l'exploitation d'une base de données de décisions de justice, qui doit répondre à deux critères : l'ouverture et l'accessibilité - c'est le "Open Data", et la volumétrie - c'est la "Big Data" (doc 2). Or, la constitution d'une telle base est rendue possible par la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (doc 8) qui affirme la volonté de rendre disponible au public l'ensemble des décisions de justice <sup>administrative</sup> à l'article L10 du Code de justice administrative, ainsi que par l'article L111-13 du Code de l'organisation judiciaire qui impose le même principe d'accessibilité aux décisions rendues par les juridictions judiciaires (doc 1). Si une masse considérable de décisions était déjà disponible via des portails comme Legifrance (doc 11), cette évolution législative devrait renforcer le phénomène (même doc). Mais l'accessibilité de la "Big Data" des décisions de

justice servit sans conséquence sur le développement parallèle d'algorithmes puissants capables d'exploiter ces données pour les transformer en probabilités de réussite d'un litige. Or, les LegalTechs, entreprises développant et exploitant ce type de logiciel, se sont récemment développées en nombre considérable en France (doc 17), qu'elles se présentent comme des optimisations de stratégie contentieuse (doc 15) ou comme des quantificateurs de risques (doc 16). C'est la prise en main du droit par ces nouvelles technologies qui a permis les premiers pas de la justice prédictive en France (doc 14, doc 4)

## B) Les ambitions de la justice prédictive

Les LegalTechs présentent d'abord leur outil comme une formidable opportunité pour les professionnels de la justice, et en premier lieu les avocats (doc 7) : en déterminant la probabilité de réussite d'une action en justice, ainsi que les variables influençant cette probabilité, la justice prédictive offre une prévisibilité accrue à l'avocat, et améliore ainsi sensiblement la qualité de sa prestation juridictionnelle (doc 3). Ainsi certains avocats comme Jean-Pierre Grandjean considèrent-ils que l'adoption de l'outil par l'ordonnance de la profession est "inévitabile" (doc 6), tandis que Bruno Deffieux considère que "la plupart des acteurs vont s'équiper s'ils veulent survivre". Mais la justice prédictive ambitionne également d'améliorer la qualité du travail des magistrats, assistés dans leur mission juridictionnelle par l'intelligence artificielle (doc 9) tandis que le nombre d'action en justice baisserait naturellement du fait d'une plus grande prévisibilité, et donc d'une attractivité plus forte des solutions amiables (prodoc). C'est du moins l'avis du magistrat Jérôme Puyé, fondateur de la LegalTech CoreLaw Analytics.

La justice prédictive est également considérée comme un outil d'amélioration du service public de la justice dans son ensemble, au bénéfice du justiciable. En effet, en plus de favoriser un désengorgement des juridictions (doc 7) ainsi qu'une visibilité accrue de l'issue de leur litige (doc 10), elle permet d'exposer davantage les pratiques des professionnels de la justice aux yeux des justiciables, et



améliore ainsi la transparence de la justice, notamment sur  
le plan statistique (docs 12, 20) La justice prédictive apparaît  
donc comme un moyen de réappropriation par les justiciables  
d'une justice s'éloignant parfois trop souvent de son idéal d'équité (la 12)  
, qui figure comme une garantie au pouvoir équitable pour le CEDH.

Si la justice prédictive est ainsi la source de  
nombreuses promesses d'une justice meilleure, son  
efficacité fonctionnelle comme les vertus de ses effets  
font l'objet de réserves et de doutes.

### I- La justice prédictive, vectrice de craintes

Si ces craintes concernent d'abord l'articulation entre  
la justice prédictive et le rôle actuel des professionnels  
du droit (A), elles touchent également la qualité  
du service public de la justice dans son ensemble (B)

#### A) La justice prédictive, une menace pour les professionnels du droit ?

Du côté des avocats, le risque de se  
voir remplacé par des algorithmes n'est pas l'objet  
d'inquiétudes (docs 6, 7); les professions parallèles  
semblent davantage concernées (doc 6). Le problème  
tient davantage à la fiabilité réelle de l'outil : la  
qualificatif de "prédictif" n'est pas pertinent en ce que  
les algorithmes annoncent des événements futurs basés  
sur une compilation d'événements passés (doc 13) Ainsi  
la moindre modification de l'environnement juridique,  
qu'elle soit de nature législative ou jurisprudentielle,  
est de nature à invalider l'ensemble de ces prédictions  
(doc 5). En outre, le fonctionnement même des algorithmes n'est  
pas infallible : les corrélations établies par eux sont  
parfois confondues avec des causalités, et surtout, ils  
manquent de transparence, en ce que la méthode  
interne de calcul des probabilités n'est pas accessible  
à un utilisateur qui se trouve dans l'impossibilité d'en

Concours : Premier concours

Epreuve : Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



identifier les faiblesses (même document). Enfin, il ne faut pas succomber à l'illusion anthropomorphe de la "machine intelligente" qui prête à l'intelligence artificielle <sup>(IA)</sup> les mêmes qualités qu'à l'intelligence humaine (doc 19). L'intelligence artificielle de nature à remplacer le professionnel de la justice demeure fictionnelle, et les systèmes actuels de traitement de la Big Data restent "des machines statistiques tournées vers le passé".

De côté des juges le développement de la justice prédictive suscite deux types d'inquiétude. L'uniformisation des pratiques induite par l'analyse de la "moyenne" de ce que décident les magistrats pour un type de contentieux donné est de nature à affaiblir l'office du juge, tenté de suivre les résultats algorithmiques par défaut de connaissance du droit applicable (doc 9) ou par aversion au risque et conformisme (doc 14). L'exigence de personnalisation des réponses judiciaires aux spécificités de chaque espèce serait ainsi mise à mal (doc 10). L'autre crainte tient à ce que la totale accountability des décisions de justice non-anonymisées puisse permettre l'identification des juges qui rendraient des décisions dérangeantes pour des groupes de pression, mettant ainsi à mal l'indépendance de la justice (doc 18).

Néanmoins cette position ne fait pas l'unanimité au sein de la profession comme on le remarque la position de Syndicat de la Magistrature (doc 20), qui affirme son attachement aux principes de publicité et de transparence, barrières fondamentales contre l'arbitraire judiciaire.



## B) De la justice prédictive à la justice prescriptive : le danger de la performativité

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour mettre en garde contre une potentielle dérive de la justice prédictive qui affecterait non plus les seuls professionnels mais l'ensemble du service public de la justice, et donc les justiciables : celle de la performativité, ou plus trivialement "la prophétie auto-réalisatrice". Ainsi, un résultat faussé donné par l'algorithme peut se trouver finalement conforté dans la pratique si les acteurs du monde judiciaire ~~permettent~~ leur liberté d'appréciation pour lui préférer la facilité du résultat algorithmique (doc 11). La justice prédictive crée alors sa propre réalité, incapable de suivre les évolutions de la société et décourageant les justiciables les plus fragiles à saisir le tribunal pour faire valoir leurs droits, alors même que le résultat initial n'était pas représentatif de leur chance de succès. Ce risque réel est accentué par le fait qu'un algorithme n'est pas neutre et pourrait avantager un type de justiciable sur un autre (doc 14).

Pour éviter cette dérive d'une justice prescriptive qui attribuerait les jugements selon un nombre de variable fixe et prédéterminées, les solutions sont envisagées, à l'instar de la création d'un service public capable d'évaluer et de contrôler la neutralité et l'effectivité d'un algorithme de justice prédictive (doc 5, doc 14) - ce qui renforcerait également le principe de transparence. Celle-ci pourrait faire l'objet d'une obligation légale (doc 5), sanctionnée par l'attribution d'un certificat. Enfin les acteurs commencent à s'interroger sur l'opportunité réelle d'étendre la justice prédictive à des domaines pour lesquels la performativité serait particulièrement préjudiciable aux justiciables, comme en matière pénale (doc 3, doc 14).

Nº

.../...

